



Centre hospitalier de Versailles
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations de transports
sanitaires para médicalisés et
médicalisés pour le compte des
établissements du GHT 78 Sud
(Relance des lots 2 ; 3 et 4)

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Passé selon la procédure adaptée ouverte
(Article R2123-1 3° - services sociaux - Code de la commande publique)

Consultation n°

2025SB11











SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	5
2.	OBJET DU CONTRAT.....	5
3.	PIECES CONTRACTUELLES.....	6
4.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	7
5.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
6.	MODALITES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	8
7.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	9
8.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	12
9.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
10.	LITIGE ET SANCTIONS	17
11.	FIN DU CONTRAT	19

ANNEXES :

- Annexe 1 : Répartition des montants max

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations de transports sanitaires para médicalisés et médicalisés pour le compte des établissements du GHT 78 Sud (Relance des lots 2 ; 3 et 4)
	Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT Yvelines Sud
	Type de contrat	Accord-cadre de services Multi-attributaires à bons de commande sans minimum avec un maximum de 2 608 000 € HT réparti par attributaire, par lot et par établissements.
	Structure	3 lots
	Lieu d'exécution	Les établissements du GHT 78 Sud
	Durée	12 mois + 3 reconductions par période de 12 mois. Durée maximale de 48 mois
	Développement durable	Voir rubrique développement durable
	Pénalités de retard	Voir rubrique pénalités
	Variation des prix	Révisable
	Nature des prix	Unitaires

PRÉAMBULE

Le Centre hospitalier de Versailles étant établissement support du GHT Yvelines Sud agit pour son propre compte et le compte des établissements parties au GHT désigné dans l'annexe à l'acte d'engagement.

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure adaptée ouverte, en application de l'article R2123-1 3° - services sociaux - Code de la commande publique).

Dispositions particulières liées au GHT :

Concernant les relations contractuelles liées à la phase d'exécution du contrat, elles sont établies entre le Titulaire et l'établissement concerné par l'exécution des prestations.

Ainsi, les dispositions suivantes dérogent aux articles du CCAG visé dans les pièces contractuelles au présent document, qui désignent le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) comme responsable des actes d'exécution du marché ou accord-cadre :

- Dispositions relatives à la demande de paiement

La présentation des demandes de paiement (acompte, solde) s'effectue auprès de chaque établissement concerné par l'exécution du contrat. Aucune demande de paiement ne peut être envoyée à un établissement non concerné par l'exécution d'une prestation dont il n'est pas le donneur d'ordre. L'envoi erroné d'une demande de paiement ne fait pas courir le délai de 50 jours. Le(s) comptable(s) assignataire(s) sont désignés à l'annexe à l'acte d'engagement. Les intérêts moratoires sont appliqués au(x) seul(s) établissement(s) concerné(s) par le retard de paiement.

Par ailleurs, se reporter à l'article du présent CCAP sur la demande de paiements et notamment la facturation électronique.

- L'établissement support intervient dans les relations contractuelles pour le compte des autres établissements dans les situations suivantes :

- Prononciation de la résiliation du contrat
- Assistance à l'établissement concerné pour les règlements amiables et juridictionnels du contrat
- Signature des modifications du contrat (avenant)
- Dénonciation pour non-reconduction tacite

Tous les actes d'exécution non prévus dans cette présente disposition sont établis entre le Titulaire et l'établissement (les établissements) concerné(s) par l'exécution des prestations.

1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat est un accord-cadre passé en en procédure adaptée - Code de la commande publique. Le contrat est un accord-cadre passé selon la procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 3° - services sociaux du Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
Acheteur	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

L'accord-cadre a pour objet des prestations de services de transports sanitaires para médicalisés et médicalisés de nouveau-nés, de nourrissons, d'enfants et d'adultes 7/7 jours et 24h/24h pour les établissements du GHT 78 Sud.

■ Lieu d'exécution :

Les prestations doivent être réalisées selon les informations détaillées sur chaque bon de transport (qui tiennent lieu de bons de commande), aux lieux, jours et heures indiqués.

Les prestations se feront au bénéfice de tous **les établissements du GHT 78 Sud, à savoir :**

Le présent accord-cadre concerne cinq (5) établissements sur neuf du Groupement Hospitalier de Territoire Yvelines Sud ayant à ce jour des besoins récurrents et ponctuels.

- **Hôpital de Pédiatrie et de rééducation de Bullion,**
- **Centre Hospitalier de Versailles,**
- **Centre Hospitalier de Rambouillet,**
- **Hôpital de Houdan,**
- **Hôpital Le Vésinet.**

Le présent marché est mis à disposition pour l'ensemble des établissements du GHT y compris les quatre (4) autres établissements parties du GHT 78 Sud :

- EHPAD Les Aulnettes de Viroflay
- Centre Hospitalier La Mauldre (CHLM)
- Hôpital Gériatrique de Chevreuse (HGC)
- Centre Hospitalier de Plaisir

Les 4 établissements parties au GHT ci-dessus pourront passer des commandes de transport sur la base des BPU du présent accord-cadre.

Les sites annexes sont inclus au présent accord-cadre.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de cinq (5) établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Yvelines Sud sur neuf (9) présentant à ce jour des besoins récurrents et ponctuels à savoir :

- Centre Hospitalier de Versailles
- Centre Hospitalier de Rambouillet
- Centre hospitalier de Houdan
- L'hôpital de Pédiatrie et de Rééducation de Bullion
- L'Hôpital Le Vésinet

En tout état de cause, l'ensemble des établissements et leurs sites annexes sont inclus au présent marché.

Les adresses et coordonnées sont détaillées dans l'annexe de l'acte d'engagement.

3. PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) :

- L'acte d'engagement signé;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles de 1 à 6 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur à la date de la signature du présent contrat ;
- Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
- Les offres techniques et financières du titulaire ;
- Le cadre de réponse technique (CRT)

Les exemplaires originaux des pièces du marché conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans

l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

4. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Allotissement

En application des dispositions de l'article L. 2113-10, les prestations objet de l'accord-cadre sont alloties comme suit :

Type	Objet
Lot n° 2	Prestations de transports sanitaires <u>para médicalisés</u> – Direction commune de Rambouillet - Centre Hospitalier de Rambouillet (CHR) - Centre hospitalier de Houdan
Lot n° 3	Prestations de transports sanitaires <u>para médicalisés</u> - Bullion
Lot n° 4	Prestations de transports sanitaires <u>médicalisés</u> - GHT

Les lots multi-attributaires ayant finalement admis un seul titulaire sont considérés comme des lots mono-attributaires au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

■ Forme du contrat :

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande sans minimum avec des montants maximums par attributaire, par lot et par établissement en application des articles R. 2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, suivant les montants renseignés en Annexe 1 du CCAP Excel.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum avec un montant maximum **de 2 608 000 € HT**.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires. Les prix unitaires sont ceux fixés au BPU respectif de chacun des titulaires annexés au présent marché.

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **service**.

■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec les titulaires des marchés négociés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat. Ces prestations similaires pourront concerner les autres sites et établissements du GHT.

5. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de **12 mois** à compter du **01 novembre 2025 ou à compter de la date de notification** du marché si celle-ci est ultérieure.

Il est reconductible trois fois pour une durée de 12 mois, par tacite reconduction. La **durée maximale** de l'accord-cadre est de quarante-huit **(48) mois**.

La reconduction se fait aux conditions du marché initial et ne donne lieu à aucune indemnité, et elle n'est pas assortie d'une période de préavis. L'éventuelle absence de reconduction ne donne lieu à aucune indemnité.

Si l'un des titulaires ne bénéficie pas d'une reconduction du contrat, il est tenu de maintenir ses prestations jusqu'à ce que l'acheteur attribue le marché à de nouveaux prestataires. Dès lors, il est payé pour les prestations réalisées durant toute la période de transition et ce conformément aux prix établis dans l'annexes financière (BPU).

La décision de non-reconduction de l'accord-cadre est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant son terme.

6. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

■ Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché, normes en vigueur et spécifications techniques du CCTP. Les titulaires s'engagent à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

■ Fonctionnement de la multi-attribution

Les deux (2) titulaires de chaque lot sont consultés simultanément par l'établissement bénéficiaire et selon les conditions définies à l'article 7.1 - Conditions d'exécutions des bons de commande du CCTP. Dans ce cas, le transport est attribué au premier titulaire qui donne une réponse positive et dont la proposition correspond aux besoins exigés de la mission.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de se dispenser de mise en concurrence ou de limiter la mise en concurrence à certains titulaires lorsque la spécificité de la mission à pourvoir le justifie.

L'accord-cadre s'exécute au moyen d'émission de bons de commandes par les établissements concernés au fur et à mesure des besoins jusqu'au seuil défini par attributaire et par établissement.

■ Modalités d'émission des commandes :

La mise en œuvre des prestations par les titulaires du marché est déclenchée par tout moyen selon les conditions définies à l'article 7.2 Conditions d'émission des bons de commande du CCTP.

Seules les commandes émises et validées par le représentant habilité de chaque établissement bénéficiaire du GHT 78 Sud pourront être honorées par le titulaire du marché.

Toute commande sera réputée « notifiée » dès lors que le titulaire aura reçu le mail de confirmation faisant foi de bon de commande de l'établissement bénéficiaire.

Chaque commande devra préciser :

- Numéro de marché
- Nom et adresse du titulaire
- Numéro et Date du bon de commande
- Lieu de réalisation des prestations
- Le type de prestation (prestation de transport para médicalisé ou médicalisé)
- La nature du contrat : consultation ou transfert
- Nom du service hospitalier
- Date et heure de prise en charge
- Le cas échéant, spécificité (ex : patient en réanimation, fauteuil roulant spécifique, etc...)
- Le prix d'engagement ou la mention « selon les conditions tarifaires du BPU annexé au marché »

Les bons de commande relatifs au marché peuvent être émis dès notification.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans chaque bon de commandes. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ **Délai de validité du bon de commande :**

Le délai maximum des bons de commande est de six mois à compter du lendemain du jour de leur réception par le titulaire. Toute demande de prolongation de délai devra être motivée et circonscrite. Le prestataire devra expliquer les faits le mettant dans l'impossibilité de réaliser la prestation en cause dans le délai prescrit. Cette demande motivée devra être écrite. Elle fera l'objet d'une réponse écrite.

Le bon de commande pourra être passé jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre pour le délai maximum cité ci-dessus.

7. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **unitaires** sur la base des prix figurant dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

■ **Variation des prix :**

Les prix du contrat sont fermes la première année et révisable à la date anniversaire du marché.

La demande est à la charge du titulaire à adresser **3 mois** avant la date anniversaire du marché à la cellule des achats du Centre Hospitalier de Versailles pour validation.

La proposition du titulaire reprend les annexes financières mises à jour des prix révisés sous format Excel en faisant apparaître dans un onglet distinct les indices et leurs valeurs associées, le détail de la formule et son résultat.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception, sa proposition de révision des prix pour la révision avec les justificatifs de l'évolution

des prix. Cette révision pourra faire l'objet de négociation, et en cas de désaccord, le marché ne pourra être reconduit à la date anniversaire.

Les prix du contrat sont révisibles à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire du marché selon la formule de prix suivante :

$$P_n = P_o [10\% + 75\% \times S_n/S_0 + 15\% \times I_n/I_0]$$

- S = Salaire et Charges : 001565190

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565190>

- I = Inflation des frais généraux : 001769685

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001769685>

S_n : Indice de coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en décembre 2008 de l'année n (dernier indice publié définitif au jour de la demande de révision)

S₀ : Indice initial de coût horaire du révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en décembre 2008 (Dernier indice publié au mois de remise des offres)

I_n : indice de l'année n - Indice d'inflation sous-jacente - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Services (dernier indice publié définitif au jour de la demande de révision)

I₀ : indice initial Indice d'inflation sous-jacente - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Services (Dernier indice publié au mois de remise des offres)

P_n : Prix mis à jour à l'année n (Prix révisé).

P_o : Prix initial du présent marché (prix H.T. en vigueur avant la révision).

Les prix seront modifiés, soit à la hausse, soit à la baisse, à chaque parution d'un nouvel arrêté ministériel et selon les modalités d'application prévues par ce dernier.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le prix des prestations de transports para médicalisés et médicalisés faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix unitaires forfaitisés appliqués aux quantités réellement exécutées. Ils figurent dans le BPU.

Le prix se compose de la façon suivante :

- Forfait € par trajet en journée
- Forfait € par trajet majoré pour les nuits, week-end et jour férié.
- Le cas échéant, le prix €/km pour les trajets à vide retour à la base sans prise en charge, applicable uniquement à partir de 150 km

Le forfait par trajet comprend l'ensemble des coûts associés à la prestation notamment :

- La prise en charge d'un patient y compris le temps d'attente sur place de l'équipage dans le cadre des consultations selon demande expresse de l'établissement demandeur
- Les frais kilométriques inhérents au trajet.

1 trajet simple = 1 transport

1 trajet A/R = 2 transports

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

7.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 10% si le fournisseur est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

■ Présentation des demandes de paiement :

La facturation sera faite mensuellement et déposée sur chorus pro auprès des établissements bénéficiaires. Elle comprendra l'ensemble des pièces justificatives :

- Facture globale
- Annexe à la facture : détails des prestations de transport réalisées (para médicalisées et médicalisées) mentionnant **obligatoirement le nom du patient, date de naissance et kilomètres parcourus.**
- Formulaire de demande de transport dûment rempli.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Le numéro du contrat ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ Périodicité des paiements :

Les paiements sont mensuels.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Adresse de remise des demandes de paiement :

Voir l'annexe sur les informations relatives aux établissements du GHT Yvelines Sud concernés par l'exécution de ce présent accord-cadre.

■ Comptable assignataire des paiements :

Voir l'annexe sur les informations relatives aux établissements du GHT Yvelines Sud concernés par l'exécution de ce présent accord-cadre.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

8. RÉALISATION DES PRESTATIONS

8.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Conditions générales de réalisation des prestations

Les conditions de réalisation des prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Toutes les mesures sont prises par le titulaire du marché pour répondre à la réglementation et les normes en vigueur dans l'exécution des prestations et notamment celles fixées au CCTP.

Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueraient de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire doit se conformer à toute évolution de la réglementation et ceci conformément aux délais prescrits dans les bases légales. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec accusé réception.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

■ Niveau d'obligation prévu au contrat

Les titulaires sont soumis à une **obligation de résultat**. Celle-ci s'impose aux titulaires dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Les titulaires s'engagent à exécuter les prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat. Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques (CCTP).

■ Annulation d'une demande de transport

En cas d'annulation d'une demande de transport par l'établissement, le titulaire ne peut prétendre à la facturation du transport annulé ni à aucune indemnité compensatrice si l'annulation intervient au plus tard 15 minutes avant l'heure prévue de prise en charge.

Dans le cas où l'établissement ne prévient pas le titulaire de l'annulation du transport 15 minutes avant celle prévue pour la prise en charge, le titulaire peut réclamer une indemnité dans les conditions indiquées ci-après :

Annulation de transport	Montant de l'indemnité
L'établissement prévient moins de 15 minutes avant l'heure prévue de prise en charge ou ne le prévient qu'une fois que celui-ci s'est déplacé :	Le titulaire peut réclamer une indemnité maximale de 30 % du forfait de prise en charge

L'annulation du transport sera régularisée par fax ou par voie électronique (courriel ou plateforme permettant l'annulation des demandes en ligne) faisant référence à l'appel téléphonique indiquant l'horaire précis de demande d'annulation (faisant foi pour le délai et donc l'indemnité).

Cas particulier pour l'annulation de trajet de +150 kms :

L'application en complément d'une indemnité de 30% du prix au km du trajet retour à vide entre le lieu de prise en charge initial et la base du transporteur sanitaire peut être réclamée par le titulaire à l'établissement bénéficiaire uniquement si cela concerne une prise en charge à +150 kms.

Si un litige, imputable au Titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

■ Clause de non-exclusivité limitée :

Les établissements se réservent la possibilité de recourir exceptionnellement à des tiers pour certains types de prestations prévues au contrat. Ces prestations ne pourront représenter plus de 5% des encours de commande et dans la limite de 40 000€ HT/an.

Par ailleurs, l'acheteur peut recourir à un opérateur économique tiers en cas d'incapacité des titulaires de l'accord-cadre à lui fournir les prestations.

Les titulaires de l'accord-cadre doivent, dans ce cas, justifier par écrit, les raisons qui ne leur permettent pas de réaliser les prestations contractuellement convenues.

■ Responsables techniques et administratifs

Dès notification du présent marché, les parties doivent désigner leurs **responsables techniques et administratifs** et les communiquer (nom, prénom, téléphone, télécopie, adresse, courriel) à l'autre partie, par tout support permettant d'attester de l'effectivité de cette communication.

Les parties ont la possibilité de remplacer leurs responsables au cours du marché, à charge pour eux d'en informer l'autre partie par lettre simple ou par mail ou fax dans les quinze (15) jours calendaires au plus tard suivant ledit remplacement.

■ Réunions

Des réunions pour la mise en œuvre et de suivi des prestations entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire seront prévues (Cf. *article 7.14 Réunion de mise en place du CCTP*) Elles ont lieu dans les locaux du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

8.2. Vérification des prestations

■ Vérification des prestations

Les vérifications du bon déroulement du service sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-Fournitures courantes et services.

■ Opérations de vérifications des prestations :

Les prestations font l'objet de vérifications visant à constater que la prestation effectuée répond aux spécifications en vigueur en ce qui concerne le transport sanitaire et respect l'engagement pris par le titulaire dans son offre.

Ces vérifications sont effectuées au moment de la prise en charge du patient dans son service d'origine et dans le service de destination du patient. Elles consistent à vérifier la conformité des horaires et des conditions de transports.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification du service fait seront désignées par chacun des établissements bénéficiaires.

8.3. Développement durable

Conformément aux dispositions du code la commande publique et les dispositions du CCAG concerné par l'exécution du contrat (cf. article 16 du CCAG-FCS), les Titulaires mettront tout en œuvre pour assurer une politique de développement durable à jour de la réglementation en vigueur et exécute les prestations du présent contrat selon l'application de règles respectant l'environnement.

L'acheteur pourra être en mesure de demander aux Titulaires les mesures prises pour respecter lesdites prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

8.4. Clause de réexamen de l'accord initial

En cours d'exécution le **périmètre du contrat** peut être modifié sans faire l'objet d'une modification du contrat.

■ Ajout d'un établissement

Un établissement peut, dans l'hypothèse où il n'est pas initialement recensé comme bénéficiaire, être intégré au cours de l'exécution du marché par voie d'avenant et sous réserve de l'accord du titulaire du marché.

■ Sortie d'un établissement membre en cours de marché

Chaque établissement concerné par l'exécution peut être amené à mettre un terme à tout moment aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et avec exécution des prestations à ses frais et risques, jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges (notamment le fait de ne pas prévenir d'éventuels retards dans la prise en charge, en cas de non-respect de la qualité des prestations, de la non observation des règles de discrétion, etc...).

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire.

Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision d'arrêt de passation des commandes interviendra après que le titulaire ait été informé de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de la non communication ou de la non recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, un avenant sera établi pour acter la sortie de l'établissement concerné.

9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Obligation d'information et de conseil :**

Le titulaire doit fournir des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il est tenu d'informer impérativement le pouvoir adjudicateur en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations.

En cas de non-respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par le pouvoir adjudicateur.

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- Les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- Les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- Garantir leur confidentialité ;
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- Signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- Le certificat social URSSAF ;
- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Protection de la main-d'œuvre :**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la

protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Protection de l'environnement :**

Dans la réponse à la consultation, le titulaire a décrit ses actions de développement durable sur sa flotte automobile. L'acheteur pourra demander de justifier par tout moyen les éléments remis dans le cadre de l'offre sur les émissions de CO2 des véhicules assignés à l'exécution de l'accord-cadre.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur ou égal à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

10. LITIGE ET SANCTIONS

10.1. Pénalités

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sont cumulables.

Les pénalités sont déduites des factures. En l'absence de facturation, l'établissement partie du GHT Yvelines Sud établit une facture égale au montant des pénalités.

10.1.1. Pénalités de retard dans la prise en charge du patient

En dérogation à l'article 14.1 du CCAG-S, l'établissement se réserve le droit d'appliquer des pénalités en cas d'arrivée tardive du titulaire, que ce soit à l'heure de prise en charge convenue ou à l'heure de dépôt du patient sur le lieu de rendez-vous stipulé dans la demande de transport (voir article 7.4 du CCTP).

Les pénalités de retard non imputable à l'établissement seront dues, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, et ce, dès le premier quart d'heure de retard.

Un retard de moins de 15 minutes est toléré. Au-delà, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités de retard qui sont de **30 € TTC** par tranche de quinze (15) minutes de retard dûment constaté par les services sur les transports programmés et non programmés.

Les pénalités de retard à la dépose du patient sur le lieu de rendez-vous stipulé dans la demande de transport, ne sont pas applicables en cas de retard de la mise à disposition du patient sur le lieu de départ. Ce retard doit être mentionné en observation dans l'encadré prévu à cet effet dans la demande de transport et avisé par les services adéquats.

Dans le cas d'un retard de la mise à disposition d'un patient sur le lieu de rendez-vous par l'établissement bénéficiaire supérieur à 15 min, les mêmes pénalités pourront être appliquées par le titulaire.

10.1.2. Pénalités pour non mis à disposition de matériel

Le prestataire est tenu de mettre en permanence à disposition, à ses frais, les matériels conformes aux normes prévues dans le Code de la Santé Publique, nécessaires à l'exécution des transports sanitaires terrestres objet du marché, notamment :

- Oreillers, couvertures et draps identifiés à son nom,
- Bouteille d'oxygène,
- Matériel d'aide au transfert

Ainsi que les équipements mentionnés à l'article 6.3 Dispositions relatives à la flotte de véhicules du CCTP.

En cas de manquement à ces dispositions, l'établissement facture de manière forfaitaire le recours à son propre matériel : **50 euros** par matériel manquant et par véhicule.

10.1.3. Pénalités pour comportement irrespectueux du personnel

Une pénalité forfaitaire de **500 €** est appliquée en cas de comportement irrespectueux du personnel du titulaire au regard de l'article 6.9 du CCTP.

Cette pénalité s'applique après l'organisation d'une réunion de mise en demeure visant à constater les faits avec le titulaire. Si l'incident se répète suite à cette réunion, la pénalité prévue s'applique, sans mise en demeure préalable, pour autant d'incident constaté.

10.1.4. Modalités de règlement des pénalités

En cas de mise en œuvre des pénalités listées aux l'articles ci-dessus du présent document, les pénalités pourront être réglées soit par l'émission d'un titre de recettes, soit par une défalcation effectuée par l'établissement de santé sur les montants à régler ou sur la facture, soit par la mise en œuvre d'un avoir par le (s) titulaire (s) de l'accord-cadre.

10.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution, mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La

diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Résiliation pour faute :**

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 32.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Versailles

56, avenue de Saint-Cloud

78011 VERSAILLES

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

11. FIN DU CONTRAT

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre potentiellement droit à indemnisation du titulaire.

Le titulaire peut être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. À cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres consultations.

■ **Garantie :**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

Dérogation à l'article 4 du CCAG FCS par l'article 3 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS par l'article 10.1.1 du CCAP

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS par l'article 11 Garantie du CCAP